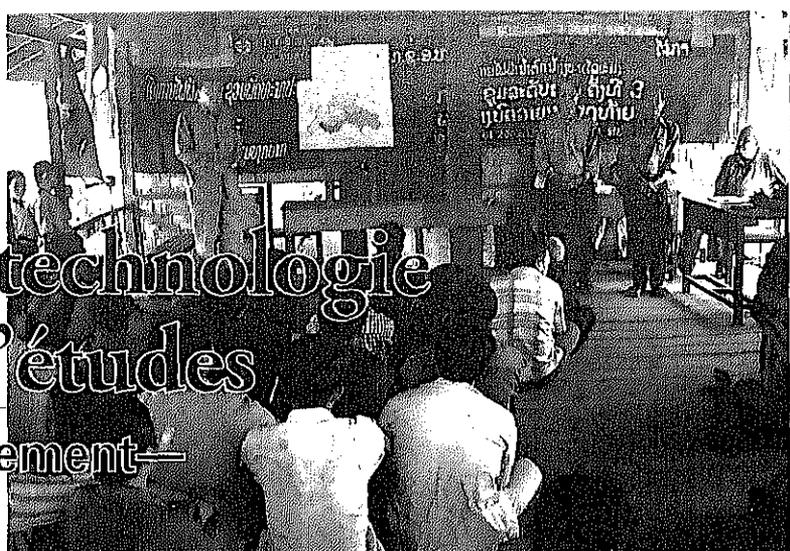


# Transfert de technologie sous forme d'études

—Études de développement—



Conférence préparatoire à une étude de développement au Laos

## Qu'est-ce qu'une étude de développement ?

### ■ Déroulement du programme et objectifs

Les études de développement facilitent l'élaboration de plans pour des projets concernant le secteur public et contribuant au progrès social et économique des pays en développement (PED). Elles servent aussi de support à des transferts de savoir-faire et de techniques – méthodes de planification, études et analyses – à des homologues\* du pays bénéficiaire.

Les études de développement sont conduites conformément aux termes de l'accord sur l'« étendue des travaux » signé par l'Agence et le gouvernement du PED concerné.

Selon ce principe et en coopération avec les autorités bénéficiaires, les consultants recrutés et encadrés par la JICA mettent en œuvre les études, élaborent des rapports et transfèrent la technologie nécessaire.

Basés sur les conclusions des études de développement, ces rapports procurent au gouvernement bénéficiaire des éléments d'information pour évaluer les résultats de ses prati-

ques de développement socioéconomique, tout en offrant aux institutions internationales et aux pays donateurs\* la possibilité d'analyser l'opportunité d'une coopération financière et technique. Dans de nombreux cas, les plans proposés dans ces rapports ont été réalisés avec le soutien financier du Japon, sous la forme de prêts en yens ou de coopération financière non remboursable.

Le savoir-faire transmis pendant la réalisation des études est ensuite utilisé pour les projets et autres études financés par les pays bénéficiaires.

La tendance à l'augmentation récente du nombre de projets intégrant des orientations politiques directes pourrait marquer une nouvelle phase pour les études de développement.

## Études diverses

### ■ Formulation de plans de développement

#### 1. Études du plan directeur

Ces études servent à élaborer des plans sectoriels de développement intégré à long terme pour l'ensemble d'un pays ou pour des régions spécifiques.

Un plan directeur permet d'optimiser l'efficacité par une coordination entre les différents projets et l'établissement de priorités.

#### 2. Études de développement pour une planification régionale intégrée

Ces études proposent, pour le développement, une stratégie de base fondée sur les particularités régionales et couvrent la formulation de plans de développement intégrés pour des régions spécifiques avec une prise en compte de l'interaction la plus efficace des plans de développement sectoriels.

#### 3. Préparation des données de base

Diverses études sont entreprises afin de recueillir et présenter l'information requise pour l'élaboration de plans de

Tableau 3-2 Domaines couverts par les études de développement

Domaines	Principaux éléments
Planification et administration	Plans de développement régional ; plans de développement économique
Travaux publics	Alimentation en eau et égouts ; assainissement urbain ; gestion des déchets
Infrastructure sociale	Aménagement urbain ; cours d'eau ; lutte anti-érosion ; ressources en eau ; logements ; cartographie
Transports et circulation	Planification des transports ; routes ; chemins de fer ; ports ; aéroports ; transports urbains
Communications et radiodiffusion	Poste ; télécommunications ; télévision et radiodiffusion
Santé et soins médicaux	Administration de la santé, soins médicaux et hygiène ; démographie et planning familial
Agriculture	Développement rural et agricole ; irrigation et drainage ; transformation et distribution des produits agricoles ; élevage
Foresterie	Étude des ressources ; foresterie communautaire ; plans d'aménagement forestier ; transformation des produits forestiers
Pêche	Étude des ressources ; transformation et distribution des produits marins ; développement des villages de pêcheurs ; aquaculture ; ports de pêche
Mines et Industrie	Étude des ressources ; promotion de l'industrie ; promotion des échanges et des investissements
Énergie	Développement du secteur énergétique ; économies d'énergie
Environnement	Lutte contre la pollution de l'air et de l'eau ; traitement des déchets industriels
Autres	Développement des ressources humaines ; éducation ; commerce et tourisme ; gestion ; autres

développement.

- 1) Établissement de cartes topographiques
- 2) Exploitation des eaux souterraines
- 3) Mise en valeur des ressources forestières et halieutiques
- 4) Mise en valeur des ressources minérales

## ■ Évaluation de la mise en œuvre des projets

### 1. Études de faisabilité

Les études de faisabilité servent à évaluer d'une manière objective les possibilités de réalisation de projets jugés prioritaires dans les études de développement et les stratégies correspondantes, afin d'établir les plans les plus pratiques.

La viabilité d'un projet est analysée sous différents angles : aspects technique, économique et financier, préoccupations sociales, structures administratives, institutions et environnement.

### 2. Études du plan détaillé

Ces études sont réalisées pour établir les plans de conception, le cahier des charges et le dossier d'appel d'offres nécessaires au démarrage des travaux de construction. Plus complètes que les études de faisabilité, elles comprennent

les plans et dessins techniques pour construire les installations et calculer avec précision le coût des travaux.

## ■ Soutien au système d'élaboration des politiques et des programmes

### 1. Études pour le soutien au système d'élaboration des politiques

Ces études servent à élaborer une stratégie de base et des plans détaillés pour encourager des mesures facilitant la transition vers l'économie de marché et la libéralisation des échanges. Elles portent sur des réformes financières et monétaires, le remaniement du système juridique et judiciaire, et la privatisation des entreprises publiques ou nationales.

### 2. Études de développement par programme sectoriel

Au cours de l'exercice 2001, la JICA a lancé les études de développement par programme sectoriel\*, qui visent à formuler et à mettre en œuvre des plans de développement (formulation, surveillance et évaluation) couvrant des secteurs entiers, en tirant parti de dialogues menés avec les gouvernements des PED et d'autres pays donateurs.

## Sur le Terrain

### ● Salvador Étude de développement économique au Salvador

## Une région déshéritée promise à un avenir meilleur grâce à son installation portuaire

Étude de développement

### Coup de projecteur sur une région laissée pour compte

Affaibli par une guerre civile qui a duré près de 20 ans, la région est du Salvador connaît aujourd'hui une stagnation de son économie. C'est une région laissée pour compte. Dans ses quatre provinces, 50 % environ de la population est pauvre.

D'un autre côté, l'extrémité orientale de cette région bordée par l'océan Pacifique dispose d'un port pouvant accueillir de grands containers. Considérant que ce port était essentiel au développement économique national, le gouvernement du Salvador a décidé d'en faire une grande installation portuaire. Le plan d'aménagement a été réalisé grâce à une étude de développement de la JICA. Baptisée *La Union*, nom qui évoque l'idée de « communauté » en espagnol, l'installation portuaire est actuellement en construction grâce à l'aide de la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC\*).

*La Union* devrait être vitale pour le développement économique national. De par sa fonction de plaque tournante en Amérique centrale, elle devrait par

ailleurs fournir aux pays voisins des possibilités d'intensifier leurs échanges et permettre à la région est d'échapper à la pauvreté. L'étude de développement économique a permis d'élaborer des stratégies appropriées qui devraient permettre de revitaliser la région, de renforcer la compétitivité économique nationale et de favoriser les échanges entre les pays d'Amérique centrale, tout ceci grâce à une exploitation efficace et rationnelle de l'installation.

### Cartographie du développement régional

L'étude a permis d'établir la supériorité de *La Union* en termes de coût par rapport aux autres ports d'Amérique centrale et des stratégies spécifiques destinées à promouvoir les échanges et l'investissement portuaires ont été proposées : rationalisation de la gestion portuaire, aménagement du district spécial de l'arrière-pays et mise en place de réseaux de transport reliant les villes au port. Des programmes de développement agricole et industriel reposant sur la gestion des ressources en eau et la promotion des petites et moyennes entreprises (PME) ont été formulés, afin que la région dispose des capacités



Membres du personnel local des régions concernées par l'étude réunis à l'occasion d'un atelier

requis pour optimiser les opportunités offertes par le port.

Le plan directeur réalisé dans le cadre de l'étude devrait servir à l'avenir de canevas au développement de la région. La JICA prévoit de s'appuyer sur ce plan directeur dans ses actions de coopération et aussi de faire office de coordinateur entre les donateurs qui apportent leur aide à la région. L'action conjointe lancée entre le gouvernement et les organismes d'aide laisse espérer en un avenir meilleur grâce au port.

(Département du développement social)

### ■ Études de base à l'étranger

Ces études de petite taille sont réalisées par des consultants locaux et non envoyés du Japon. Elles servent à élaborer des plans de développement de base nécessitant un éclairage social. Constituant une base de référence, elles servent aussi à analyser et réunir diverses données de base. Les possibilités de coopération d'initiative locale augmentant, le nombre d'études réalisées et les domaines de coopération sont également en augmentation.

### ■ Suivi des études de développement

Après exécution des études de développement (études du plan directeur et de faisabilité), des études complémentaires sont effectuées pour apprécier l'évolution des différents projets et l'exploitation qui est faite des résultats des études. Elles sont appelées études de suivi. Les résultats ainsi obtenus sont exploités pour de nouvelles études de développement.

Au cours de l'exercice 2003, 1 976 études de développement antérieurement réalisées par la JICA ont été classées par pays et par région, par type d'études et par région ciblée, afin d'examiner l'évolution des différents projets et l'exploitation qui avait été faite des résultats des études. Les points appelant une amélioration ont été réunis dans un rapport sous forme de recommandations.

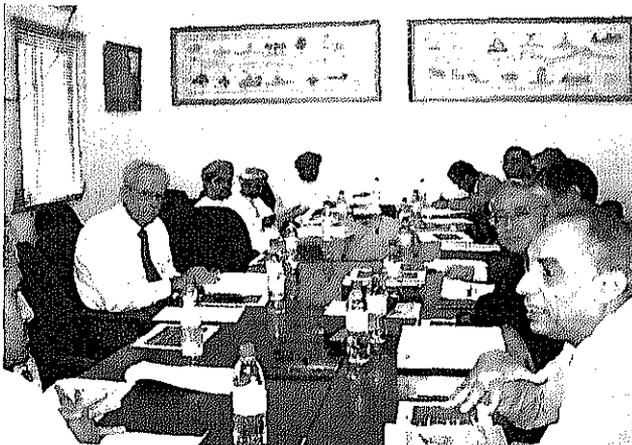
### ■ Importance de la rétroaction

Comme indiqué ci-dessus, même après l'achèvement de la coopération, la JICA s'efforce d'apprécier l'état des différents projets grâce aux informations envoyées par ses bureaux de représentation et met en œuvre l'aide complémentaire nécessaire dans le cadre du suivi. Grâce à un processus de rétroaction, les résultats sont utilisés pour réaliser de nouveaux projets encore plus efficaces et plus rationnels.

## Approches futures

### ■ Renforcement des approches spécifiques par région et par pays

Il est absolument nécessaire pour la JICA de disposer



Conférence relative à l'étude portant sur le réseau routier national de l'État d'Oman

d'une photographie précise du profil culturel, social et économique du pays bénéficiaire, d'examiner ses besoins en matière d'aide et d'accroître l'efficacité de cette dernière. Parallèlement, l'Agence s'efforce d'améliorer qualitativement les connaissances acquises, notamment les orientations et les méthodes de mise en œuvre de la coopération sectorielle, afin que l'exécution des projets soit plus efficace et plus rationnelle.

### ■ Amélioration qualitative des études de développement

Pour qu'un projet puisse répondre aux objectifs de départ et jouer un rôle utile, plusieurs paramètres, tels que fiabilité technique, possibilités de financement et aspect administratif de la mise en œuvre, doivent être soigneusement examinés. Pour que l'exécution soit de meilleure qualité, les travaux préparatoires adéquats, notamment les études préliminaires et la rétroaction des résultats, sont importants. La JICA regroupe donc ses informations par région, par pays et par secteur, afin que les actions entreprises répondent précisément à des besoins toujours plus diversifiés.

### ■ Enjeux mondiaux prioritaires

En ce qui concerne les importantes problématiques abordées dans la nouvelle stratégie de développement\* du Comité d'aide au développement (CAD), la JICA participe à des projets dans le domaine de la santé et des soins médicaux, de l'éducation et de la lutte contre la pauvreté. Ces efforts seront poursuivis.

### ■ Augmentation du nombre de projets de soutien au système d'élaboration des politiques et à la reconstruction

La gravité des problèmes des PED varie selon leurs situations économique et financière et leurs niveaux techniques. En réaction à la diversification de ces problèmes, un plus grand nombre de projets a porté sur l'appui aux politiques, ainsi que sur le développement de l'infrastructure\*.

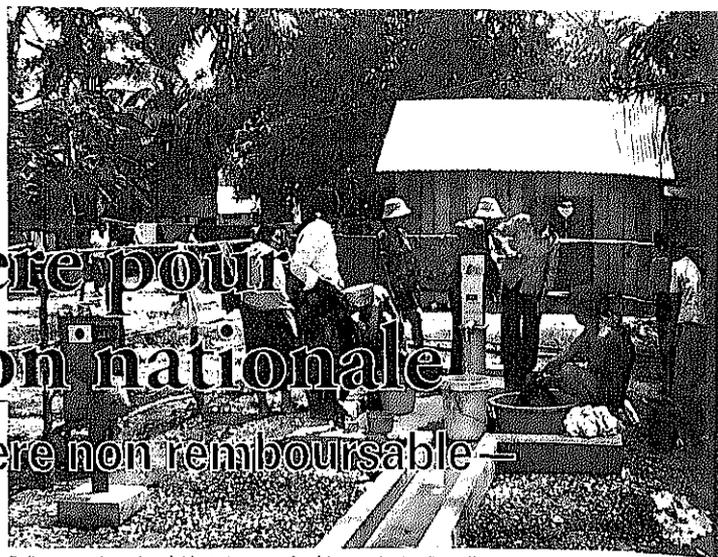
Des études de développement pour le soutien à la reconstruction après les conflits sont en cours. Et nous continuerons de répondre dans le futur avec toute l'attention voulue aux besoins des pays bénéficiaires, notamment au moyen d'une aide à la reconstruction et au développement après un conflit ou une catastrophe naturelle.

### ■ Liens avec d'autres formes d'aide

La JICA poursuit et renforce ses échanges d'informations relatives à la coopération financière non remboursable, aux prêts en yens\* de la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC) et aux projets réalisés grâce au financement d'institutions financières internationales. Dix-huit études du plan détaillé ont été réalisées jusqu'ici sur les programmes financés par des prêts en yens. Ces actions contribuent à la cohérence de l'aide au développement s'inscrivant dans le cadre de l'APD du Japon, depuis la phase d'étude jusqu'à la mise en œuvre du projet. Enfin, la collaboration avec d'autres organismes d'aide est activement encouragée.

# Aide financière pour la construction nationale

— Coopération financière non remboursable —



Puits construit par les résidents locaux grâce à la coopération financière non remboursable (projet d'approvisionnement en eau potable dans les zones rurales de la périphérie de Phnom Penh, Cambodge)

## De la recherche à la réalisation

### ■ Portée du programme

La coopération financière non remboursable est un programme d'octroi de fonds à des gouvernements de pays en développement (PED) sans obligation de remboursement. L'objectif est de contribuer au développement économique et social du pays bénéficiaire en l'aidant à se procurer des installations et des équipements et à les moderniser. La coopération financière non remboursable japonaise comprend six grandes catégories :

#### 1) Le fonds général

Le fonds pour les projets généraux (lutte contre les maladies infectieuses, technologies de l'information (TI), bonne gestion des affaires publiques\*, ressources en eau et environnement, protection de l'enfance, développement des ressources humaines, élimination des mines antipersonnel et développement au niveau régional), l'aide à l'allègement de la dette, l'aide hors projet à l'ajustement structurel (aide aux programmes sectoriels\*, aide à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix), la coopération financière non remboursable pour la remise en état de projets financés par des prêts en yens\*, le programme de bourses d'études pour le perfectionnement des ressources humaines, l'aide pour les petits projets locaux\* et la sécurité humaine\* et enfin, la coopération financière non remboursable pour les ONG japonaises.

#### 2) Le fonds pour la pêche

3) Le fonds pour la culture (dont le fonds d'aide au patrimoine culturel)

4) Le fonds d'aide d'urgence (dont l'aide à la reconstruction et au développement)

5) Le fonds d'aide alimentaire\* (Kennedy Round ou KR)

6) Le fonds pour l'augmentation de la production alimentaire\* (Kennedy Round 2 ou KR2)

La JICA est responsable des catégories d'aide suivantes (les chiffres correspondent à ceux de la liste ci-dessus) : 1) le fonds pour les projets généraux et le programme de bourses d'études pour le perfectionnement des ressources humaines, 2) le fonds pour la pêche, 3) le fonds d'aide au patrimoine culturel, 4) le fonds d'aide alimentaire et 5) le fonds pour l'augmentation de la production alimentaire.

Le travail de la JICA peut entrer dans l'une des catégories suivantes :

#### 1) Étude préliminaire

Vérification du contenu des demandes d'aide financière non remboursable et de l'échelle des projets et des coûts

#### 2) Facilitation de la procédure d'exécution

Examen des projets qui ont été lancés après la signature d'un accord intergouvernemental (échange de notes) pour vérifier qu'ils sont bien réalisés suivant les termes de cet accord et les principes directeurs s'appliquant à la coopération financière non remboursable du Japon ; d'autres actions requises sont également exécutées.

#### 3) Activités de suivi

Maintien et renforcement de l'impact du projet

Le ministère japonais des Affaires étrangères (MOFA) alloue les fonds nécessaires aux projets de coopération financière non remboursable.

### ■ Pays et projets ciblés

Les apports de coopération financière non remboursable sont destinés à des pays qui réunissent les conditions prescrites par la Banque mondiale. Les projets concernent la construction nationale et la réduction de la pauvreté dans les PED. Ceux-ci ne doivent posséder ni les ressources ni la capacité d'emprunt nécessaires pour réaliser les projets prévus. Les projets qui pourraient générer des bénéfices commerciaux, faire appel à de la haute technologie ou risquer d'être exploités à des fins militaires sont exclus.

L'aide financière non remboursable est surtout fournie pour promouvoir le développement social et notamment l'éducation, la santé et les soins médicaux, l'approvisionnement quotidien en eau et le développement rural, la modernisation des infrastructures\* publiques, telles que routes, ponts et aéroports, et enfin, la protection de l'environnement.

Le programme de coopération financière non remboursable donne plus particulièrement la priorité aux projets qui touchent aux besoins essentiels de l'être humain\* (BEEH). Il participe à la construction du pays bénéficiaire tout en créant des liens multiples avec la coopération technique du Japon et d'autres donateurs\* (pays et organismes donateurs).

• **Coopération financière non remboursable**

■ **Mise en œuvre de la coopération financière non remboursable par la JICA**

Conformément aux directives du ministère des Affaires étrangères, la JICA se charge d'organiser une étude du plan de base\* portant sur la conception du projet et l'estimation des coûts.

La plupart de ces études sont réalisées par des consultants en sous-traitance. Au cours de l'exercice 2003, 127 études du plan de base ont été organisées. Lorsqu'un projet proposé, de haute qualité, mérite un examen approfondi sur le terrain, une étude préliminaire est entreprise avant celle du plan de base. Au cours de l'exercice 2003, 47 études préliminaires ont été réalisées.

Une fois les études préliminaires achevées, et après des consultations entre le ministère des Finances et le ministère des Affaires étrangères, les projets sont présentés au Cabinet. La décision finale est prise après accord du Cabinet. Parmi les projets soumis au Cabinet au cours de l'exercice 2003 figuraient 130 projets relevant du fonds pour les projets généraux, 20 projets du programme de bourses d'études pour le perfectionnement des ressources humaines, six projets du fonds pour la pêche, un projet du fonds d'aide au patrimoine cul-

turel, 20 projets du fonds d'aide alimentaire et 14 projets du fonds pour l'augmentation de la production alimentaire.

Les projets de coopération financière non remboursable finalement approuvés sont lancés avec la signature d'un accord d'échange de notes entre les gouvernements du Japon et du pays bénéficiaire. Les projets sont mis en œuvre après conclusion des contrats entre le gouvernement du pays bénéficiaire, les consultants et les entreprises du Japon. Pour favoriser une mise en œuvre harmonieuse des projets, la JICA recommande des consultants et soumet des principes directeurs précisant l'approche fondamentale à suivre dans le cadre de la coopération financière non remboursable.

Une fois qu'un projet de coopération financière non remboursable est achevé, il est pris en charge par le pays bénéficiaire. Une coopération de suivi est consentie si ce dernier n'est pas en mesure d'assumer l'entretien et la gestion du projet par ses propres moyens. Le suivi est fondé sur l'envoi d'experts et de membres de missions d'étude chargés d'effectuer des travaux de réparation et de construction. Une aide est parfois octroyée sous la forme de fourniture de pièces de rechange ou d'équipements neufs, afin de permettre la reprise des fonctions essentielles des installations et bâtiments fournis.

**Sur le Terrain**

• **Zimbabwe**  
**Projet de développement de l'irrigation à Nyakomba**

**Soutien de l'agriculture artisanale dans des communautés rurales noires**

Coopération financière non remboursable

**Plus de stabilité grâce à l'agriculture irriguée**

Au Zimbabwe, l'agriculture est essentiellement divisée en grandes exploitations commerciales aux mains d'un petit nombre de fermiers blancs et en petites exploitations agricoles détenues par un grand nombre de fermiers noirs. Le Japon apporte une coopération technique à l'agriculture artisanale des fermiers noirs. Depuis les années 1980, grâce à la coopération financière non remboursable, l'Agence a mis en place de petits systèmes d'irrigation dans les communautés rurales noires de la partie centrale du Zimbabwe et elle a obtenu de remarquables résultats en termes de réduction de la pauvreté et d'augmentation de la production alimentaire. Réalisé de 1998 à 2000, le projet d'irrigation de Nyakomba est un exemple récent de cette réussite.

Village agricole à la frontière avec le Mozambique, Nyakomba se trouve dans une région en retard en matière de développement. L'agriculture restant tributaire des précipitations, elle est vite affectée par la sécheresse ; la région a maintes fois souffert de pénurie ali-

mentaire. Une culture irriguée, plus stable, car non affectée par les conditions atmosphériques, s'avérerait nécessaire.

**Des vies entières changées grâce à l'irrigation**

Dans le projet d'irrigation de Nyakomba, l'eau pompée dans la rivière bordant le village est acheminée vers les dispositifs d'irrigation alimentant les champs et les autres installations nécessaires à l'exploitation agricole, notamment des pompes, un étang d'exploitation piscicole, des partiteurs, des canaux d'irrigation, des chemins de ferme et une station rudimentaire de regroupement et d'expédition des récoltes.

Le système d'irrigation construit dans le cadre du projet a permis d'obtenir des récoltes tri-annuelles et par conséquent de résoudre le problème de pénurie de vivres, mais aussi de relever substantiellement les revenus des fermiers et d'améliorer considérablement leurs conditions de vie. Désormais, ils envoient leurs enfants à l'école, construisent ou rénovent des maisons et leur cadre de vie s'est nettement amélioré.

Grâce au système d'irrigation, les femmes et les enfants, qui devaient aupa-



Culture irriguée du maïs

avant le plus souvent aller chercher l'eau à la rivière à près d'un kilomètre peuvent la prendre au niveau des partiteurs ou directement dans les canaux près de leurs maisons et sont donc complètement libérés de corvée d'eau.

Réalisé en coopération avec le Japon, ce projet d'irrigation à petite échelle a donc une influence déterminante sur les fermiers, mais aussi sur la communauté toute entière.

(Bureau de la JICA au Zimbabwe)

## Réponse à des besoins diversifiés et garantie de l'amélioration de la qualité

### ■ Définition précise de l'indicateur de résultat

Pour définir avec précision les objectifs, le contenu et les résultats d'un projet, l'étude du plan de base est accompagnée d'un résumé analytique. Conformément au résumé des recherches, l'Agence s'attache par ailleurs à garantir une plus grande transparence en diffusant ces informations sous la forme d'un rapport.

### ■ Amélioration du contrôle des projets

Les projets de coopération financière non remboursable sont réalisés après examen, par le gouvernement, des estimations des coûts établies dans le cadre des études du plan de base. La JICA étudie les données de calcul les plus susceptibles de répondre aux besoins du PED concerné. Des conseillers techniques pour l'exécution de projets relevant de la coopération financière non remboursable sont envoyés sur place pour suivre l'état d'avancement de ces projets durant leur phase de mise en œuvre.

La JICA s'efforce de surveiller la phase initiale d'exploitation et de maintenance/gestion de l'installation et des équipements fournis. Nous renforçons la coordination avec

les projets de coopération technique et nous nous employons à faire en sorte que les projets mis en œuvre au titre de la coopération financière non remboursable soient exploités de manière efficace et durable dans les pays bénéficiaires. Enfin, nous établissons le cas échéant le lien avec les activités d'autres organismes d'aide.

### ■ Réduction des coûts d'exploitation

Les gouvernements des pays partenaires et les pays et organismes donateurs apprécient tous à sa juste valeur la coopération financière non remboursable apportée par le Japon. Signe révélateur des difficultés auxquelles est confronté l'APD au Japon, l'efficacité de l'aide doit être encore renforcée en vue de réduire les coûts d'exploitation au stade de l'étude du plan de base, et ce en fonction des spécificités propres aux régions et domaines concernés.

### ■ Information et publicité

Afin d'assurer la transparence de tous ses projets, la JICA s'attache à publier sur le guichet d'information JICA Plaza et sur son site Internet toutes les informations concernant ses principes directeurs, ainsi que les études prévues, les résultats des appels d'offres, etc.

Sur le Terrain

## ● Syrie

### Envoi de volontaires seniors et valorisation des ressources humaines

### Vers un approvisionnement plus stable en énergie électrique

Coopération financière non remboursable, volontaires seniors

#### Des déperditions énormes d'électricité

En Syrie, l'énergie électrique est gérée par deux ministères : les centrales thermiques par le ministère de l'Électricité et les centrales hydrauliques par le ministère de l'Irrigation. Organisme sous tutelle du premier, le Service public de production et de transport de l'énergie électrique gère les centrales et le transport, alors que le Service public de distribution et d'exploitation de l'énergie électrique gère la distribution. Les installations syriennes de production d'électricité ont une capacité totale d'environ 7 014 000 kW. Les centrales qui bénéficient de l'aide japonaise entrent pour 53 % de ce total. Quatre centrales thermiques sur treize ont été conçues au Japon et elles figurent toutes dans les cinq premières en termes de capacité de production. Toutefois, 26 % de la production totale sont perdus suite à des défaillances au niveau des centrales et des sous-stations, et aussi à cause de déficiences concernant les techniques de conception. On estime que ces pertes se

montent à 10 000 dollars jour. La demande en approvisionnement électrique a toutefois augmenté au rythme de 8 % par an depuis l'an 2000 et il était urgent de doper la production d'électricité.

#### Valorisation des ressources humaines à l'Institut d'électrotechnique

Face à cette demande tendue, la JICA a détaché un groupe de volontaires seniors au Centre de formation électrotechnique de Jandar. Créé en octobre 1998 grâce à la coopération financière non remboursable, il a pour vocation d'améliorer les capacités d'exploitation et de maintenance des ingénieurs syriens. Actuellement, cinq volontaires (spécialistes de la soudure, des machines-outils, de l'équipement électrique, du contrôle non-destructif et un coordinateur) s'attachent dans un premier temps à améliorer les capacités de maintenance et de gestion des ingénieurs syriens ; ils s'efforcent de réduire les pertes énergétiques liées aux erreurs humaines en inculquant aux responsables de la maintenance et de la gestion des centrales tout ce qui leur est



Volontaires seniors et leurs homologues\*

nécessaire, depuis les techniques de base jusqu'aux technologies les plus récentes. En parallèle, huit ingénieurs syriens ont reçu une formation au Japon au cours de l'exercice 2003. La seconde phase du projet prévoit de former des ingénieurs d'exploitation, qui sont directement aux commandes des centrales. La JICA contribue ainsi à valoriser les ressources humaines dont le rôle sera déterminant pour l'approvisionnement régulier en énergie électrique de la Syrie.

(Bureau de la JICA en Syrie)

# Le programme de développement des ressources humaines par excellence

—Accueil de participants à une formation technique—

Formation à la construction routière pour des ingénieurs afghans

## Transfert de connaissances et de technologie

### ■ Formation de participants appelés à contribuer à la construction de leur pays

Le programme d'accueil de participants à une formation technique s'adresse à des administrateurs, techniciens ou chercheurs de pays et régions en développement. Il vise, dans le cadre d'activités organisées au Japon ou à l'étranger en collaboration avec certaines nations bénéficiaires, à leur transmettre les connaissances et la technologie requises dans leur pays. C'est le principal programme de développement de ressources humaines réalisé par la JICA.

Depuis son lancement en 1954, ce programme s'est régulièrement développé, non seulement sur le plan quantitatif mais aussi qualitatif. La JICA a mis au point une formation sur les enjeux de portée mondiale\*, tels que l'environnement et le VIH/sida, et sur de nouveaux thèmes comme le soutien à la démocratisation et la transition vers une économie de marché, ou encore sur des domaines de base du développement, tels que l'administration, les travaux publics, l'agriculture, la foresterie et la pêche, l'éducation, la santé et les soins médicaux, les mines et l'industrie. Au cours de l'exercice 2003, 8 066 personnes de 149 pays et régions ont suivi un stage au Japon et 6 531 autres ont reçu une formation dans un pays en développement (PED).

Nombreux sont les anciens participants qui contribuent à la construction de leur pays de différentes manières : ce sont aujourd'hui des dirigeants sur le plan national, des chercheurs et des administrateurs de haut niveau ou encore des responsables de communautés agricoles.

Enfin, 85 associations d'anciens stagiaires œuvrent aujourd'hui au renforcement de l'amitié entre les PED et le Japon dans le monde entier. La JICA a accueilli environ 275 000 participants dans le cadre de ce programme depuis sa création.

### ■ Caractéristiques du programme

Parmi les programmes de la JICA, seul celui de la formation technique permet une aide plus mobile et plus directe. Ainsi, il autorise une approche en douceur des problèmes prioritaires, tels que le passage à la démocratie et la reconstruction nationale.

La mise en œuvre de ce programme au Japon présente plusieurs originalités et avantages.

- 1) Elle permet aux participants d'observer comment les nouvelles techniques et approches qui n'existent pas encore dans leur pays sont effectivement traduites dans les faits.
- 2) Elle transmet l'expérience du Japon au monde.
- 3) Elle offre l'opportunité d'un échange de vues et d'expériences avec les stagiaires d'autres pays confrontés aux mêmes problèmes.

En complément de ces possibilités de perfectionnement au Japon, il existe un programme de formation à l'étranger qui permet aux organisations de PED ayant bénéficié d'activités de coopération technique japonaise de former des habitants de leur propre pays ou de pays voisins. Ce type de formation pour les pays tiers\* présente deux avantages : (1) les stagiaires peuvent acquérir des compétences auprès d'intervenants originaires de pays caractérisés par un niveau technique, une langue et un environnement naturel similaires aux leurs ; et (2) l'organisation de la formation est moins onéreuse qu'au Japon.

## Renforcement des approches par pays et par problème

Pour aider les PED à résoudre leurs problèmes, il convient d'utiliser des outils adaptés à la situation particulière de chacun d'eux, la JICA met alors davantage l'accent sur l'approche par pays. Dans l'accueil de participants à une formation technique, la valorisation des ressources humaines doit être efficace et adaptée aux problèmes des PED. Aussi est-elle assurée par une formation s'inscrivant dans le cadre d'un projet de coopération technique à l'étranger ou la formation d'un groupe de stagiaires d'un même pays sur une période de trois à cinq ans.

De manière similaire, pour répondre aux problèmes communs à plusieurs pays d'une même région et aux problèmes de développement communs à tous les PED, la JICA propose des stages de formation fondés sur des approches par problème.

## Accueil d'étudiants étrangers

Parallèlement aux stages existants, la JICA a lancé au cours de l'exercice 1999 un nouveau système de formation de longue durée pour des étudiants étrangers qui souhaitent obtenir une maîtrise ou un doctorat dans des universités japonaises, afin de disposer de connaissances et de compétences



Stagiaire salvadorienne participant à une formation sur la teinture à l'indigo dans la ville de Kamiita (préfecture de Tokushima)

plus avancées et plus spécialisées. Les jeunes administrateurs, chercheurs et hommes d'affaires appelés à occuper des postes clés dans leur pays peuvent participer sur proposition d'organismes affiliés aux gouvernements des pays bénéficiaires. À l'heure actuelle, environ 250 personnes participent chaque année.

Créé au cours de l'exercice 2000, le programme de formation des leaders de communautés d'ascendance japonaise

a pour ambition de former les ressources humaines appelées à diriger les futures communautés composées de personnes d'ascendance japonaise ou à contribuer à l'essor des pays dans lesquels elles vivent et à maintenir des liens entre leur pays et le Japon. Jusqu'ici, 42 étudiants étrangers d'ascendance japonaise ont bénéficié de ce programme.

En outre, le programme de bourses d'études pour le perfectionnement des ressources humaines, dont la JICA facilite l'exécution, a débuté au cours de l'exercice 2000. L'objectif est de permettre à de jeunes administrateurs et hommes d'affaires appelés à jouer un rôle clé pour le développement de pays bénéficiaires d'étudier dans les universités japonaises et d'obtenir des diplômes du niveau de la maîtrise. Ce programme, qui concerne actuellement 10 pays, a permis à 239 personnes de venir étudier au Japon durant l'exercice 2003.

Enfin, des homologues qui participent aux projets de la JICA sont habilités à recevoir les bourses octroyées par le ministère japonais de l'Éducation, de la Culture, des Sports, des Sciences et de la Technologie. Au cours de l'exercice 2003, 26 personnes sont venues pour la première fois au Japon dans ce cadre.

## Sur le Terrain

### • Osaka

#### Formation à la SMI dans le cadre d'un stage spécifique par pays en Indonésie

#### Présentation d'un manuel sur la santé maternelle et infantile (SMI) en Indonésie

Accueil de participants à une formation technique

#### Diffusion d'informations aux femmes enceintes et aux mères allaitantes

Même si les manuels sur la santé maternelle et infantile sont une institution au Japon, peu de gens savent que l'idée est née dans ce pays : ils ont en effet été créés durant la seconde guerre mondiale. Les taux de mortalité infantile et maternelle étaient très élevés au Japon et le gouvernement avait alors souhaité que les femmes enceintes et les mères allaitantes soient mieux informées sur la grossesse, l'accouchement et les soins à apporter aux nouveau-nés.

Le manuel de SMI destiné à l'Indonésie a été introduit en 1994 grâce à la JICA. Les taux de mortalité maternelle et infantile dans ce pays étaient très élevés, aussi a-t-il été adopté dans l'espoir d'améliorer la situation.

En 1998 ensuite, la JICA a initié en Indonésie un projet de coopération technique destiné à assurer la SMI par un manuel dans ce domaine. Dans le cadre des activités organisées, un cours sur la SMI est assuré depuis l'exercice 2002 au Centre international de la JICA

à Osaka, sous la forme d'un stage spécifique par pays. Bien que le projet soit terminé depuis l'exercice 2003, le stage de formation devrait se poursuivre jusqu'à la fin de l'exercice 2004.

#### Collaboration avec une organisation à but non lucratif et des administrations locales

L'organisation du cours sur la SMI a été confiée à Health and Development Service (HANDS), un organisme à but non lucratif (OBNL) qui connaît parfaitement la situation en termes de SMI en Indonésie et au Japon. Cette formation doit permettre aux Indonésiens de mieux comprendre la politique de SMI et la manière dont les manuels sont utilisés au Japon, afin de promouvoir efficacement ce système à leur retour chez eux. Grâce à la collaboration des administrations locales, notamment la préfecture de Saitama et celle d'établissements d'enseignement tels que l'Université d'Osaka, l'Université de Kobe et l'Université de la préfecture de Saitama, il a été possible de dispenser une formation dans un grand nombre de



Participants à la formation observant le fonctionnement d'une institution de santé japonaise

domaines. Les participants présentent des plans d'action précisant de quelle manière ils vont diffuser les manuels sur la SMI à leur retour chez eux, après avoir terminé leur formation.

On a pu constater que l'introduction de manuels sur la SMI avait permis de réduire nettement la mortalité infantile et maternelle en Indonésie. Les participants à la formation prévoient d'ailleurs de revoir désormais eux-mêmes ces manuels.

(Centre international d'Osaka)

# Former les futurs dirigeants

## —Programme d'invitation de jeunes adultes—



Cérémonie de remise des prix du concours de rédaction lors du 20<sup>e</sup> anniversaire du PIJA

### Valorisation des ressources humaines, participation des citoyens et ouverture des régions à la coopération internationale

Le programme d'invitation de jeunes adultes (PIJA) est une composante du soutien de la JICA à la formation de personnel. De jeunes adultes de moins de 35 ans issus de pays en développement (PED) et appelés à bâtir l'avenir de leur pays sont invités au Japon pour étudier dans leur domaine de spécialisation et rencontrer les Japonais. Depuis son démarrage en 1984, le PIJA s'est progressivement élargi et

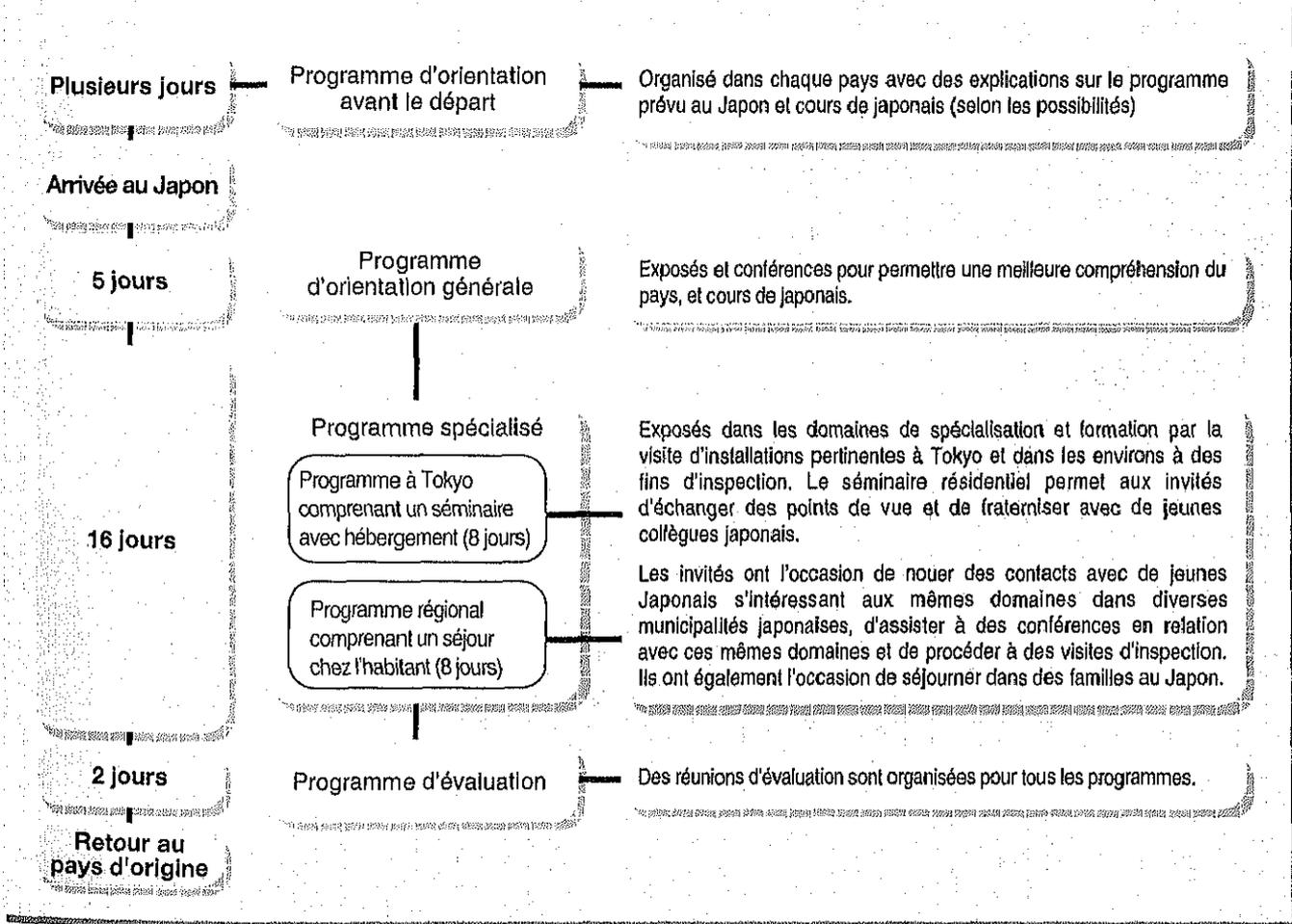
inclut aujourd'hui l'Asie, l'Océanie, l'Afrique, l'Amérique latine, le Moyen-Orient et le Maghreb, l'Asie centrale et la Transcaucasie.

Au cours de l'exercice 2003, 1 625 jeunes adultes de 110 pays ont visité le Japon dans ce cadre. Depuis sa création, il a permis d'accueillir plus de 26 000 jeunes adultes au Japon.

### Valorisation des ressources humaines par les échanges internationaux

Les jeunes adultes sont sélectionnés suivant leur domai-

Figure 3-3 Déroulement du programme d'invitation de jeunes adultes



ne de spécialisation : éducation, économie, développement régional, administration, agriculture et foresterie. Dans le premier domaine par exemple, la formation comprend des conférences et des visites d'établissements scolaires, ainsi que des échanges de vues avec des enseignants japonais.

Le programme permet aux participants d'améliorer leurs capacités dans leurs domaines de spécialisation respectifs et de mieux connaître le Japon et les Japonais, notamment la culture et l'histoire de ce peuple. Le séjour se distingue par un emploi du temps où formation et échanges vont de pair.

Parmi les diverses activités proposées figurent des cours de japonais dispensés par des volontaires nippons au fil d'excursions, et des séminaires résidentiels. Ces derniers sont prétextes à des discussions et des fêtes et l'occasion de côtoyer de jeunes Japonais. Les échanges de vues avec les responsables des sites visités sont également particulièrement appréciés.

### ■ Contribution à l'ouverture des régions à la coopération internationale

Au cours de l'exercice 2003, 41 préfectures japonaises ont participé au programme d'invitation de jeunes adultes et quelque 300 000 citoyens japonais ont été mis à contribution dans le cadre de l'accueil des participants. Ces activités permettent aux intervenants japonais de devenir des acteurs de la coopération et des échanges internationaux. Ces expériences favorisent l'ouverture à la communauté internationale dans les différentes régions du Japon. Les visites d'établissements

scolaires encouragent la promotion de l'éducation en faveur de la compréhension internationale.

### ■ Activités des associations d'anciens stagiaires et prolongement des échanges avec les participants

Les jeunes adultes ayant bénéficié du PIJA ont formé des associations d'anciens stagiaires pour mener à bien des activités, notamment des projets d'échange avec les Japonais, et aussi pour poursuivre les relations réciproques entre les participants des différents pays de l'ANASE.

Pour que ces relations perdurent même après l'achèvement du programme, des groupes d'étude sont envoyés afin de promouvoir la poursuite des échanges.

Certains anciens stagiaires sont aujourd'hui membres de la Diète nationale ou d'assemblées locales, professeurs d'université, responsables à des postes élevés dans le gouvernement ou encore dirigeants de sociétés privées.

Célébré en février 2004, le 20<sup>e</sup> anniversaire du PIJA a été l'occasion de faire le bilan des réalisations passées. Pour l'événement, nous avons invités des citoyens japonais ayant participé au programme, ainsi que des membres d'associations d'anciens stagiaires dans les pays de l'ANASE, d'anciens participants et des organisations d'accueil. Et nous sommes décidés à mettre tout en œuvre pour que le grand public participe encore plus à ce programme à l'avenir.

## Sur le Terrain

### ● Okinawa Accueil de jeunes adultes d'Afghanistan

#### Visite de 15 fonctionnaires afghans à Okinawa, lieu de célébration de la paix

PIJA

#### Les premiers jeunes adultes afghans invités au Japon

Du 26 janvier au 15 février 2004, pour la première fois dans le cadre du PIJA, 20 jeunes enseignants et 15 fonctionnaires d'administrations locales ou de services locaux d'organismes et de ministères afghans ont été invités au Japon.

Ces 15 fonctionnaires ont participé à un programme d'une semaine à Okinawa, du 5 au 12 février : ils ont analysé les activités régionales en matière de soins médicaux et de santé, ainsi que les circonstances dans lesquelles s'était mise en place la formation professionnelle ayant servi de base à la reconstruction à Okinawa après 1945. Ils ont visité le village de Yomitan et étudié les actions originales entreprises pour le développement municipal, notamment la culture de patates douces à chair rouge, une spécialité de la région. Ils ont également observé comment un orga-

nisme à but non lucratif (OBNL) avait mis à profit le riche environnement naturel d'Okinawa pour conduire des activités d'écotourisme.

#### Rapprochement entre les peuples

Les jeunes Afghans ont organisé avec les habitants d'Okinawa un séminaire public d'échanges sur l'histoire et la situation actuelle de l'Afghanistan. L'assistance a déclaré avoir été impressionnée par l'enthousiasme de ces jeunes parlant de leur pays et aussi par leurs sourires, bien que la guerre soit tout juste terminée.

Okinawa et l'Afghanistan sont très proches pour avoir éprouvé dans leur chair la violence de la guerre et son lot de victimes civiles, mais aussi pour avoir connu l'occupation américaine. Les habitants d'Okinawa restent très attachés à la paix même si la reconstruction est terminée et ils n'oublieront jamais leur dou-



Visite à la Pierre angulaire de la paix

oureux passé et les immenses sacrifices consentis. Grâce aux échanges avec les habitants d'Okinawa et l'exemple de ces derniers en matière de reconstruction, les jeunes Afghans sont apparus plus déterminés que jamais à reconstruire leur mère patrie et à assumer pleinement leurs rôles dans la nouvelle société afghane.

(Centre de la JICA à Okinawa)

# Soutien à la coopération internationale des ONG et d'autres organisations

—Programme de partenariat de la JICA—



Soutien à l'amélioration des soins de santé et des revenus dans le district de Payatas aux Philippines

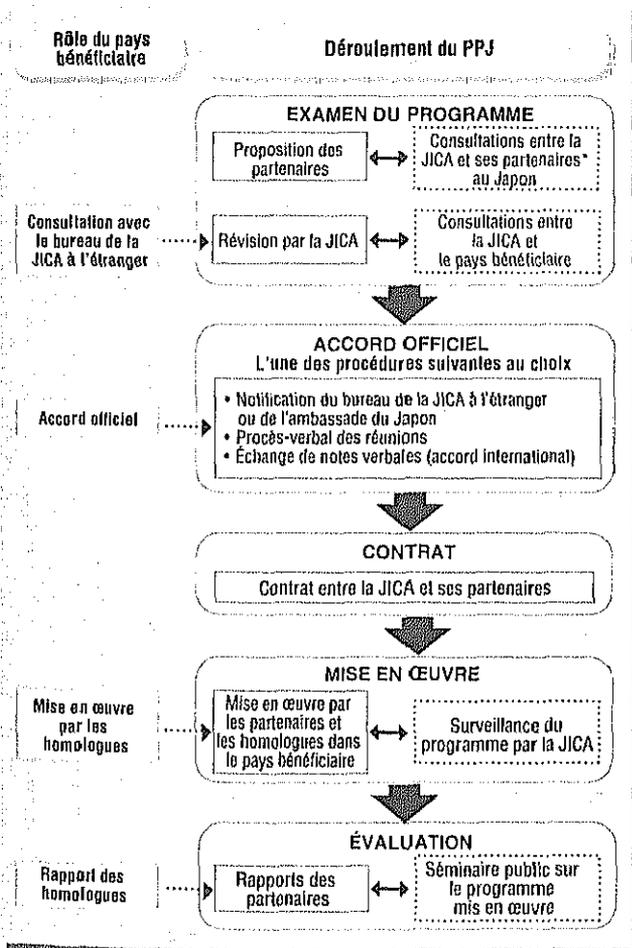
## Programme de partenariat de la JICA

### Qu'est-ce que le programme de partenariat de la JICA ?

#### 1) Contexte

Afin de répondre à la diversité des besoins des pays en développement (PED), le gouvernement japonais propose différents programmes d'APD. Or, les administrations locales ont acquis un rôle important dans le cadre de la coopération internationale, aussi bien au Japon que dans les PED.

Figure 3-4 Déroulement du programme de partenariat de la JICA et rôle du pays bénéficiaire



\* Par partenaires, on entend les organisations travaillant en association avec la JICA au Japon, notamment les ONG, universités, administrations locales et sociétés d'utilité publique.

C'est pourquoi le programme de partenariat de la JICA (PPJ) a été introduit en 2002 comme un nouveau dispositif de cette agence gouvernementale chargée de la coopération technique à l'étranger.

#### 2) Objectifs

Le PPJ est un programme de coopération technique exécuté conjointement par la JICA et ses partenaires au Japon, notamment des ONG, des universités, des administrations locales et des sociétés publiques (dénommés dans la suite « partenaires japonais ») en vue de contribuer au développement socioéconomique de PED au niveau local.

Les principaux objectifs du PPJ sont les suivants :

- Répondre aux besoins complexes et diversifiés des PED en mobilisant le savoir et l'expérience des partenaires japonais dans le cadre des activités de coopération internationale
- Renforcer la collaboration entre les communautés dans les PED et au Japon, en encourageant la participation de citoyens japonais à des activités de coopération internationale
- Inciter les collectivités locales du Japon à mettre leur savoir-faire, leur expérience et leur technologie au service de la coopération internationale, et par ce fait, dynamiser la société civile japonaise

#### 3) Pays cibles

Ce sont les pays où sont implantés des bureaux de la JICA ou de la JICA/JOCV et dont les gouvernements ont donné leur agrément pour la réalisation du PPJ.

#### 4) Caractéristiques

- Le programme est mis en œuvre par la JICA en collaboration avec les partenaires japonais et à partir de propositions soumises par ces derniers.
- Il faut l'accord du gouvernement du pays bénéficiaire avant de lancer le programme ou les différents projets, selon les procédures définies conjointement avec le Japon. L'établissement d'un protocole d'accord entre le Japon et le PED concerné n'est toutefois pas exigé dans ce cadre puisque le PPJ ne s'appuie sur aucune requête officielle du gouvernement bénéficiaire.
- Aucune mesure spécifique, telle que la franchise des impositions exigibles à l'importation n'est sollicitée, cependant il est attendu du gouvernement bénéficiaire



Diffusion du programme de soins de santé primaires au Timor oriental

qu'il accorde aux partenaires japonais les mêmes prérogatives, exonérations et avantages, que ceux dont disposent les membres d'organisations internationales ou de pays tiers poursuivant des missions similaires.

## Programme d'appui à la participation des citoyens à la coopération internationale

### ■ Diffusion d'informations et sensibilisation de la population

Afin de favoriser la participation des citoyens japonais à ses activités de coopération, la JICA s'attache à déployer une aide au développement tirant parti de l'expérience et de l'expertise des communautés locales : pour ce faire, elle diffuse des informations et organise des campagnes de sensibilisation à destination du grand public, elle s'emploie à mieux faire connaître la coopération internationale et encourage les citoyens japonais à y participer.

Concrètement, la JICA propose, aux individus et organisations qui n'ont aucune expérience de la coopération internationale, des informations et des activités éducatives, pour les inciter à s'engager. Elle favorise la mise en place d'un environnement facilitant cette participation par le biais de séminaires et d'ateliers organisés avec l'aide de ceux qui ont déjà une expérience de la coopération internationale. Pour ceux qui connaissent la coopération mais n'ont pas de bases solides sur le plan organisationnel et technique, la JICA

## Sur le Terrain

### ● Thaïlande Projet de la SAORI en Thaïlande

#### Accès à l'autonomie pour les personnes handicapées Programme de partenariat de la JICA

#### SAORI-HIROBA : une OBNL polyvalente

Organisation à but non lucratif (OBNL) dont le siège est à Osaka, SAORI-HIROBA (en abrégé SAORI) coordonne diverses activités transfrontières : elle forme des animateurs pour handicapés et aide ces derniers à participer à des festivals d'artisanat, où ils exposent des produits tissés à la main grâce auxquels ils peuvent donner libre cours à leur expression artistique.

Dans le cadre d'un programme de partenariat local de la JICA avec des ONG et des administrations et institutions locales (programme précurseur du PPJ), la SAORI a lancé en octobre 2002 un projet destiné à créer des possibilités d'emploi pour des handicapés et améliorer les revenus des tribus de montagnards de la province de Chiangmai, dans le nord de la Thaïlande.

#### Mise en œuvre d'une gamme étendue d'activités autour du tissage à la main

Les diplômés d'établissements scolaires pour handicapés et les jeunes fréquentant les centres de rééducation se réunissent à Chiangmai au SAORI Creative Center (SCC), un atelier d'art libre

où ils s'adonnent à des activités créatives de tissage à la main et où ils utilisent les fils aux teintes naturelles fournis par les montagnards. Le SCC offre non seulement des possibilités de réadaptation par le tissage à la main, il s'attache aussi à créer des produits et des débouchés de vente devant permettre aux handicapés d'accéder à l'autonomie économique.

Dans une action destinée à promouvoir une meilleure compréhension des handicapés dans le contexte familial et communautaire, la SAORI conduit à Bangkok un projet de réadaptation communautaire avec une organisation homologue, la Foundation for Child Development (FCD). Par ailleurs, on a récemment vu augmenter le nombre de conférences et d'ateliers organisés par la SAORI dans le cadre de l'enseignement spécial dispensé à la National Education University of Thailand. Enfin, des efforts sont en cours pour former du personnel enseignant qualifié pour les jeunes et des volontaires chargés d'étudier les problèmes rencontrés par les handicapés.

Le 3 décembre 2003, Journée internationale des handicapés, l'occasion a été donnée à la SAORI d'exposer dans les locaux de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) un grand ouvrage tissé à la main. En mars 2004, le petit point de vente et d'exposition



Atelier d'art libre de la SAORI à Chiangmai.

de la SAORI a été intégré dans le département des ventes de cette agence des Nations-Unies.

La JICA prévoit de renforcer la collaboration avec bien d'autres ONG, établissements d'enseignement et administrations locales par le biais d'activités créatives et d'élargir ainsi les possibilités offertes aux personnes handicapées, afin qu'elles puissent s'intégrer pleinement dans la société. Parallèlement, nous nous engageons à former du personnel susceptible de gérer l'association des parents, dont le rôle est primordial pour le fonctionnement de la SCC.

(Bureau de la JICA en Thaïlande)

offre des formations pour acquérir les aptitudes requises.

### ■ L'importance du rôle des coordinateurs de la JICA pour la coopération internationale

Ces différents types de campagnes de sensibilisation et l'instauration d'un environnement approprié par le programme d'appui à une approche participative des citoyens sont importants, si l'on veut prendre correctement en compte les idées du public en matière de coopération internationale. Ces actions devraient au final permettre d'accroître l'acceptation et l'engagement des citoyens mobilisés en matière de coopération internationale, de répondre à leur volonté de participer, et enfin, de renforcer et revaloriser la coopération internationale grâce à de nouveaux acteurs. C'est pourquoi nous pensons que la mise en œuvre de ce programme est plus que jamais un objectif prioritaire.

Le rôle des coordinateurs de la coopération internationale, qui sont envoyés par la JICA dans des associations d'échanges internationaux de l'ensemble des préfectures du Japon, est important pour la promotion de cette participation du public. Les coordinateurs fournissent des conseils aux citoyens, aux ONG et aux administrations locales intéressés par la coopération internationale. On a pu voir des citoyens,



Projet de développement communautaire à travers le commerce équitable à Letefoho, sous-district de Ermera, au Timor oriental

des ONG et des administrations locales s'orienter vers la coopération internationale grâce à ces échanges avec les coordinateurs. Ces derniers devraient jouer un rôle toujours plus important à l'avenir si l'on veut étendre la coopération internationale depuis le niveau local.

## Sur le Terrain

### ● Hyogo

### Maintien d'un écosystème durable par le reboisement et l'agroforesterie

### Action de sauvegarde des « escaliers vers les cieux » Programme de partenariat de la JICA

#### Premier exemple de PPJ

Depuis mars 2003, IKGS Reforestation Campaign Inc., OBNL dont le siège est situé à Sannan-cho, Higami-gun, dans la préfecture du Hyogo, réalise un projet destiné à protéger les rizières en terrasses d'Iugao (Philippines). C'est le premier projet mis en œuvre dans le cadre du programme de partenariat de la JICA.

Ces rizières d'altitude sont si belles qu'elles ont été baptisées « escaliers célestes » et ont été inscrites sur la liste du patrimoine mondial en péril par l'UNESCO. Ces dernières années toutefois, la forêt qui les surplombe et qui a longtemps été une source d'approvisionnement en eau pour la région, a été détériorée. Elle a perdu sa capacité à retenir l'eau à cause de la culture sur brûlis et de la pratique excessive et prolongée de l'abattage. IKGS Reforestation Campaign Inc. ne répare pas directement les rizières en terrasses ; elle entreprend des projets axés sur l'agroforesterie et le reboisement. Les premiers procurent à la population locale une nouvelle source de revenus,

en remplacement de la culture sur brûlis et les seconds leur permettent de subsister dans les zones déboisées. Ces projets passent respectivement par la création de fermes et de forêts modèles.

#### L'apprentissage commun par l'échange

En septembre 2003, le gouverneur de la province d'Iugao et trois autres hauts responsables philippins ont été invités au Hyogo à l'occasion d'une manifestation d'échanges internationaux sur la riziculture en terrasses. Les contacts directs avec les personnes vivant dans les communautés qui exploitent des rizières au Hyogo ont permis aux deux parties de se rendre compte une fois de plus combien il était plus facile d'apprendre en commun qu'à travers la fourniture d'aide unilatérale. L'événement a par ailleurs permis de renforcer les échanges entre les participants au projet dans la province d'Iugao et la préfecture du Hyogo.

Une année s'est écoulée depuis le début du projet et des fermes, ainsi que des forêts modèles ont été créées. L'observation attentive de ces sites modè-



Participation bénévole de la population locale aux activités de conservation

les a fait croître l'intérêt des membres de la population locale et nombre d'entre eux ont apporté leur participation bénévole au projet. Durant l'exercice 2004, un programme d'éducation sur l'environnement a démarré à l'initiative des étudiants du Hyogo qui avaient participé aux activités locales en tant que volontaires.

La population locale a ainsi été sensibilisée aux problèmes d'environnement et un système idéal est en train de se mettre en place, au sein duquel les citoyens participent spontanément aux activités de conservation.

(Centre international du Hyogo)

# Sensibiliser un plus large public aux questions de développement

— Appui à l'éducation au développement —



Cérémonie 2003 de remise des prix aux collégiens et lycéens lauréats des concours de rédaction sur la coopération internationale

## Jeter des ponts entre les Japonais et les habitants des pays en développement

L'éducation au développement a pour objet de sensibiliser le public à la situation qui prévaut au sein de la communauté mondiale et aux problèmes que connaissent ses habitants (pauvreté, faim, destruction de l'environnement, etc.), d'aider à mieux comprendre les enjeux liés au développement, à l'environnement, aux droits de l'homme ou à la paix, ainsi que l'importance de la coopération internationale et de l'aide au développement. Il s'agit également de faire évoluer les attitudes et les comportements afin que les citoyens aient envie de participer à des activités utiles à la résolution des problèmes urgents de la communauté internationale, et d'établir ainsi des ponts entre le monde développé et les pays en développement (PED).

## Programme d'appui à l'éducation au développement

L'éducation au développement est le fait de différents acteurs, dont les enseignants en poste, les organisations non gouvernementales (ONG) et les associations de la société civile actives dans ce domaine. Elle donne lieu à des activités très variées. Pour sa part, la JICA, qui ne possède pas d'écoles ni de structures d'éducation permanente, se concentre sur un programme destiné à soutenir l'éducation au développement par des actions connexes.

### ■ Activités prenant appui sur deux piliers

L'un des piliers du programme de la JICA en faveur de l'éducation au développement est le partage des connaissances disponibles sur la situation des PED, et sur les relations entre ces pays et le Japon, dans le but d'établir des ponts entre le public japonais et les habitants des PED.

Son engagement sur le long terme dans les programmes de coopération technique et d'envoi de volontaires japonais dans les PED a valu à la JICA d'enregistrer un vaste savoir renforcé par un travail de recherche visant à systématiser et analyser l'information et l'expérience ainsi accumulées.

Ces connaissances sont mises à la disposition du public japonais pour l'aider à mieux comprendre la situation des

PED concernés et les liens qui rattachent ces pays au Japon.

L'autre pilier important est de donner aux citoyens japonais l'opportunité de comprendre de quelle manière ils peuvent participer aux actions de volontariat. En se concentrant sur les activités qu'elle mène dans le cadre des cours intégrés dans les programmes scolaires durant l'exercice 2002, la JICA fournit aux citoyens l'occasion de réfléchir aux services volontaires qu'ils peuvent fournir, tout en renforçant la coordination avec l'enseignement scolaire.

### ■ Partage des connaissances

#### 1. Tenue de conférences sur la coopération internationale

Le personnel de la JICA, les experts, les anciens volontaires et les stagiaires étrangers sont envoyés dans les écoles et dans d'autres institutions pour y donner des conférences destinées à faire comprendre la situation des PED et les liens qui relient ces pays au Japon. Durant l'exercice 2003, 2 178 conférences ont été organisées dans les écoles japonaises ; elles ont rassemblé 248 000 personnes.

#### 2. Matériels pédagogiques pour l'éducation au développement

##### 1) Revue mensuelle *Kokusai Kyoryoku*

Une revue mensuelle, *Kokusai Kyoryoku* (Coopération internationale), qui renferme quantité d'informations sur les PED et la coopération internationale, est distribuée dans les collèges, les lycées et les bibliothèques du Japon. Au cours de l'exercice 2003, la JICA a rédigé pour la première fois des articles pour *Sankei Color Hyakka* (un journal mural qui s'adresse aux enfants d'âge scolaire), et elle a publié à cinq reprises des informations sur les tableaux d'affichage de 16 000 écoles primaires et collèges du Japon.

##### 2) Brochure intitulée *Gakko ni Ikitai*

La brochure *Gakko ni Ikitai* (Je veux aller à l'école), qui donne un aperçu des enjeux éducatifs dans les PED et s'adresse aux élèves des écoles primaires et des collèges, a rencontré un écho très favorable.

##### 3) Site Web *Bokura Chikyū Chosatai*

Le site Web de la JICA comporte une rubrique qui s'intitule *Bokura Chikyū Chosatai* (Le monde des explorateurs en herbe). Divers enjeux de portée mondiale\* y sont présentés

d'une manière simple et compréhensible, à l'aide d'animations : problématique de l'eau, désertification, croissance démographique et questions environnementales.

4) Matériel pour l'éducation au développement : pochette de photos pédagogiques de la JICA

En collaboration avec des enseignants et des ONG, la JICA a préparé une pochette contenant des photographies qui illustrent sous une forme vivante les climats et les modes de vie des PED. Ces documents utilisés pendant les cours donnent aux élèves l'occasion de réfléchir et d'échanger des points de vue, et de mieux comprendre la situation et les problèmes des PED. Les pochettes de photos peuvent être empruntées gratuitement dans les JICA Plazas réparties sur le territoire japonais.

■ Fournir un support de réflexion

1. Concours de rédaction pour les collégiens, concours de dissertation pour les lycéens et les étudiants

La JICA organise des concours de rédaction pour les collégiens et de dissertation pour les lycéens et les étudiants. Cet exercice leur donne l'occasion d'approfondir leur réflexion sur la situation des PED et sur la nécessité des efforts de coopération internationale. Il leur permet également de s'interroger sur le rôle du Japon au sein de la

communauté internationale, et sur les possibilités d'action au niveau individuel. Durant l'exercice 2003, 27 220 élèves ou étudiants ont participé à ces concours. Les collégiens et lycéens ayant remporté les meilleures notes ont reçu un prix et ont été invités à réaliser un voyage d'étude dans les pays de l'ANASE.

2. Programme de « citoyenneté mondiale » pour les étudiants

Ce programme permet aux collégiens, lycéens et étudiants intéressés par la coopération internationale de réfléchir sur les relations qu'entretient le Japon avec le reste du monde et sur le type de coopération internationale nécessaire. Les participants peuvent échanger des points de vue avec des stagiaires étrangers, et suivre les conférences et ateliers proposés par des experts ou d'anciens volontaires. Au cours de l'exercice 2003, 27 programmes ont accueilli au total 1 239 jeunes participants.

3. Voyages d'étude axés sur l'éducation au développement pour les enseignants

Dans le cadre de ce programme, des enseignants du primaire ou du secondaire désireux de donner des cours d'éducation au développement et de sensibilisation aux questions

Sur le Terrain

• Tsukuba  
Échanges internationaux et compréhension mutuelle à l'échelon local  
Nouvel événement fondé sur la participation communautaire

Appui à l'éducation au développement

Communautés du monde, cuisine du monde

Un événement axé sur les échanges internationaux autour de l'art culinaire, le « World Mix Global Meal » (repas mondial pour le village planétaire), a été organisé conjointement par le Centre international de Tsukuba et par le Groupe Kasumi, une entreprise locale, le 24 août 2003.

Cet événement qui s'est déroulé durant les vacances d'été avait pour objectif de promouvoir les échanges internationaux par le biais de la cuisine. Dix élèves du primaire et leurs parents se sont associés à des stagiaires étrangers en formation au Centre pour préparer des repas selon la tradition culinaire d'autres pays. En apprenant à choisir les ingrédients et les recettes, ils ont pu se familiariser avec la culture, la langue, le climat et l'histoire des pays concernés.

Les stagiaires et les enfants ont développé de bonnes relations, en se mêlant à des activités variées : par exemple, un jeu regroupant participants et enfants par paire leur a permis de se présenter l'un à l'autre, des réunions pour planifier les menus ont été organisées, les stagiaires ont été accueillis dans les familles, ils sont allés acheter

ensemble les ingrédients nécessaires, ils ont pris part à des fêtes en plein air et à des activités sportives. Les enfants autant que les stagiaires ont préparé les repas avec grand sérieux. La salle qui a accueilli l'événement s'est emplit du parfum des multiples épices et fruits exotiques. Tous les « cuisiniers » ont semblé satisfaits du repas qu'ils avaient concocté. Cette journée d'échanges et de compréhension mutuelle entre les participants de différents pays a été un régal et un succès.

Voyage d'étude au Cambodge

Le Centre international de Tsukuba et l'Association internationale d'Ibaraki ont organisé un voyage d'étude au Cambodge, du 28 mars au 4 avril 2004. C'était la première fois qu'une antenne régionale de la JICA mettait sur pied un voyage de ce type. Le groupe comprenait 12 Japonais de tous âges (du lycéen au retraité) recrutés parmi le grand public, et deux accompagnateurs.

Le groupe a commencé par rendre visite à trois volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) en mission au Cambodge (une puéricultrice, un ingénieur en informatique et un professeur de japonais) et à des volontaires seniors (travaillant respectivement dans la fertilisation des sols et



Participation à un cours de japonais dispensé par un JOCV à l'Université de Phnom Penh lors du voyage d'étude

la production de céramique). Il s'est ensuite rendu sur les sites de différents projets de la JICA, l'un étant consacré aux technologies appliquées à l'irrigation, un autre à l'amélioration de l'enseignement des sciences et des mathématiques. Ce voyage d'étude comprenait également la visite de sites d'intervention d'ONG japonaises et étrangères sur le sol cambodgien. Les participants ont ainsi pu découvrir des sites concernés par un large éventail d'activités de coopération internationale, et passer huit journées très précieuses. (Centre international de Tsukuba)

internationales se rendent dans un PED pour y suivre une formation d'une dizaine de jours. À leur retour, ils initient leurs élèves à la problématique du développement dans les écoles où ils travaillent, en se fondant sur l'expérience acquise lors de leur formation, puis ils rédigent un rapport où ils rendent compte de la mise en pratique de leur expérience. Certains comptes rendus sont ensuite rassemblés dans un opuscule distribué dans toutes les écoles du pays. Lors de l'exercice 2003, 126 professeurs ont participé à des voyages d'étude à Fidji, au Vietnam, en Tanzanie, au Ghana, au Laos, aux Philippines, au Bangladesh, au Kenya et en Thaïlande.

#### 4. Séminaire pratique sur l'éducation au développement

Une formation pratique est proposée aux enseignants afin qu'ils se familiarisent notamment avec les techniques d'application et de renforcement de l'éducation au développement, de diffusion de matériels didactiques et de méthodes d'étude participative. Durant l'exercice 2003, 46 sessions de formation



Des étudiants recherchent des pays sur une mappemonde de la JICA Plaza

ont été organisées au Japon, à l'intention de 2 118 enseignants. Pour répondre aux besoins du contexte pédagogique, ce programme est géré et mis en œuvre conjointement par les comités éducatifs, les associations internationales locales, les organisations non gouvernementales (ONG) et les enseignants chargés de l'éducation au développement.

## Sur le Terrain

### • Aichi

#### Étude des besoins relatifs à la compréhension internationale et à l'éducation au développement

#### Éducation prenant en compte les questions communes à tous les êtres humains

#### Appui à l'éducation au développement

#### Identification des besoins des établissements scolaires

« Maintenant que l'éducation au développement est intégrée dans les programmes des écoles primaires, des collèges et des lycées, je me demande en quoi les sites d'enseignement ont changé. » Telle a été l'une des questions évoquées par le groupe d'étude pour la mise en place d'un programme de conférences sur la coopération internationale au Centre international du Chubu. Ce groupe avait pour mission d'améliorer la qualité et l'organisation des conférences. Toutefois, en l'absence d'informations suffisantes sur les sites d'enseignement, il lui était difficile d'évaluer les besoins réels.

Il a donc fallu mettre sur pied un comité constitué d'enseignants (du primaire à l'université) chargés de l'éducation au développement et de la sensibilisation aux enjeux de portée mondiale, d'associations internationales engagées dans le programme de conférences, d'ONG et de la JICA. Il s'en est suivi une étude des besoins en matière d'éducation au développement et de compréhension internationale auprès de 1 675 établissements scolaires (écoles primaires, collèges et lycées, établissements pour enfants handicapés) de la préfecture d'Aichi.

À l'issue de cette étude, il a été proposé

de réorienter l'éducation au développement vers des questions communes à tous les êtres humains, et les membres du comité se sont engagés à mettre au point un programme systématique. Cette proposition et cet engagement se sont traduits par un plan d'action, et un rapport a été remis à toutes les écoles qui avaient participé à l'étude.

#### Le rapport devient une référence pour les conférenciers

Le contenu de l'éducation en matière de développement et de compréhension internationale risque de manquer d'objectivité dans la mesure où la JICA dispense cette éducation. Nous nous sommes toutefois efforcés d'intégrer dans ce rapport les opinions et les aspirations des enseignants qui travaillent dans les établissements concernés. Ce rapport contient une base des ressources disponibles sur le développement et la compréhension internationale dans la région, afin d'aider les enseignants à savoir où trouver les informations dont ils ont besoin.

Nous espérons que les enseignants et toutes les personnes impliquées dans l'éducation au développement feront amplement usage de ce rapport, et nous recommandons vivement aux conférenciers du programme



L'une des nombreuses séances de discussions destinées à améliorer le programme

sur la coopération internationale de le consulter avant leurs interventions. Nous pensons pouvoir ainsi aider le programme de conférences à répondre aux besoins des sites d'enseignement.

Des changements concernant la demande de programme de conférences sont apparus depuis que ce rapport a été distribué dans les écoles. En continuant à améliorer la relation de coopération établie, à l'occasion de cette étude, avec les comités éducatifs, les associations de directeurs d'écoles, les enseignants et l'Association des lycées pour l'éducation internationale, nous devrions pouvoir assurer à l'avenir une éducation au développement de haut niveau.

(Centre international du Chubu)